

Avis de tempête sur les campus burundais

Deutsche Welle, 06.04.2017 Les étudiants de deux des trois universités publiques du Burundi ont entamé un mouvement de grève pour protester contre le remplacement des bourses par des prêts. Le mouvement s'étend malgré les menaces de sanctions. Les étudiants de l'Université nationale du Burundi (UB) et ceux de l'École normale supérieure (ENS, photo) sont en grève. Et leurs camarades de l'Institut National de Santé publique (INSP) ont lancé un préavis.

Les étudiants des trois seules institutions académiques publiques au Burundi réclament l'annulation du décret présidentiel instituant les prêt-bourses ou système d'octroi des frais de subsistance mensuelles créés. La contestation enfle la situation d'urgence. Quatre étudiants croupissent en prison après leur enlèvement par la police. Les sanctions doivent se durcir à l'endroit des grévistes, menace le professeur Banyankimbona Gaspard, recteur de l'Université du Burundi. "Les coupables seront identifiés et punis selon la réglementation en vigueur à l'Université du Burundi. Les sanctions n'excluent pas une sanction pénale. Ce n'est pas anormal de retrouver des étudiants en prison mais cette fois, cela arrive dans un climat d'incompréhension." Des étudiants dénoncent les propos du recteur se heurtent à la ferme détermination des étudiants qui sont prêts à toute forme de sanctions. Evrard Gashirahamwe est le délégué général de la faculté d'économie. Soutenu, il est engagé à revendiquer ses droits jusqu'au bout. "C'est d'intimidation, une tentative de nous diviser entre nous les étudiants. Ils peuvent même chasser certains représentants des étudiants mais nous assumons ce que nous avons fait parce que nous l'avons fait au nom des étudiantes." Le dialogue plutôt que les sanctions Après son interrogatoire au Service national de Renseignement, il est dans la clandestinité. Chassé de l'école, il ne compte pas rejoindre le combat. C'est à Epipode Niyongabo, le leader du mouvement de protestation depuis deux semaines à l'École normale supérieure. "Nous sommes engagés à revendiquer nos droits que l'avenir de nos petits frères et sœurs. Nous sommes déterminés. Nous sommes dans un combat, et quand tu es dans un combat, tu prepares l'âme et le corps... Si l'état prend la décision de nous jeter dans la rue, c'est la chute du développement du pays car l'éducation est à la base de tout." La polarisation des positions entre étudiants et décideurs est une préoccupation chez les futurs étudiants encore au secondaire. Découragés, leur avenir se trouve être incertain, s'inquiètent-ils. Le syndicat des enseignants de l'université du Burundi en appelle aux consultations entre les parties au lieu de privilégier les sanctions.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});